



HAL
open science

Manifestations et marches politiques

Camille Morel

► **To cite this version:**

Camille Morel. Manifestations et marches politiques. Dictionnaire pluriel de la marche en ville, 2021.
hal-03382263

HAL Id: hal-03382263

<https://hal.science/hal-03382263>

Submitted on 2 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Manifestations et marches politiques

Synonymes : cortège, procession, défilé, *walk* aux Etats-Unis (mais appartient également au vocabulaire militaire et religieux cf. Debouzy, 2003, p. 2), *marcha* dans le monde hispanophone, marche blanche (index)

La marche collective à des fins politiques est un aspect important de la marche en ville. Appelée aussi « manifestation », elle vise à occuper l'espace public (Nasri, 2015) en parcourant à pied un trajet spécifique, pour rendre visible une revendication ou une situation. Ainsi, elle suspend l'ordre habituel de la voirie dominé par le transit des véhicules et des piétons, pour laisser la place à l'expression institutionnelle ou contestataire. La marche collective institutionnelle incarne différentes représentations du corps social (syndicale : 1^{er} mai ; militaire : défilé du 14 juillet...) et permet d'inscrire dans l'espace public, voire de mettre en scène, les institutions et/ou le pouvoir politique. Les marches contestataires prennent également de multiples formes que nous précisons ici.

La diversité des marches collectives contestataires s'exprime d'abord dans les revendications à l'origine de la mobilisation : préoccupations sociales, éthiques ou environnementales... Les thèmes des marches évoluent et cristallisent de grands mouvements sociaux dans un contexte politique et social. Par exemple, la question des femmes fait l'objet d'un nombre croissant de marches. Les *Slut walk* sont apparues à Toronto en 2011 au cours desquelles les participantes ont protesté contre les violences sexuelles, la culture du viol et le *slutshaming* (terme qui dénonce le fait de commenter et de réprimer les comportements des femmes jugés indécents). En Amérique Latine et en Argentine, les marches féministes se sont multipliées ces dernières années pour dénoncer les féminicides, obtenir le droit à l'avortement ou sensibiliser aux discriminations de genre.

Le choix des lieux et du parcours est un autre aspect important des marches contestataires. Pendant une manifestation, la gêne occasionnée par l'occupation de grands axes urbains donne de la puissance aux arguments des manifestants. Filmées par des drones ou des hélicoptères, les images de ces rassemblements sont souvent retransmises en direct sur les chaînes de télévision et leur emprise spatiale devient un élément d'évaluation de la participation. L'itinéraire est donc stratégique et peut revêtir une dimension symbolique, à l'exemple de la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983, suite à des violences opposant des jeunes et des policiers. Cette marche, partant du quartier des affrontements, les Minguettes près de Lyon, jusqu'à un lieu hautement symbolique, la Bastille à Paris, a permis de donner une portée nationale à une crise locale, donnant par la même occasion un coup d'accélérateur à la politique de la ville et la rénovation urbaine des quartiers dits « prioritaires » (Lacheret, 2017¹). Ainsi, par leurs parcours, les marcheurs marquent le territoire de leur revendication, en même temps qu'ils utilisent les symboles existants. Par exemple, l'Est de Paris est ainsi souvent considéré comme « de gauche », les manifestations des mouvements sociaux reliant souvent les places de la Bastille, Nation ou République ; l'avenue des Champs-Élysées et les arrondissements de l'Ouest parisien étaient plutôt réservés à la droite ou aux défilés officiels. Le mouvement des Gilets Jaunes qui, durant l'hiver 2018-2019 ont manifesté plus

¹ <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01633256>

d'une vingtaine de samedis autour de la Place de l'Etoile, peut être lu comme une réappropriation populaire de ces artères, considérées comme emblématiques du pouvoir et de la Nation.

Au-delà du motif et du parcours, d'autres dimensions permettent de caractériser les marches contestataires. Par exemple, les temporalités des marches ont un sens : certaines sont récurrentes (défilés du 1^{er} mai), ou ponctuelles pour réagir à des événements politiques (élections, coup d'Etat, attentats...). De nouveaux moments de manifestation sont également apparus, comme les marches nocturnes, qui se sont développées ces dernières années, notamment celles « en féminité choisie ». Elles visent à se réapproprier la nuit et dénoncer les dominations vécues par les femmes dans l'espace public nocturne et sont en lien direct avec l'objet de la mobilisation : le fait pour des femmes de marcher en sécurité la nuit (CANDELA, 2017). Les manifestations peuvent aussi être silencieuses ou bruyantes. Les marches bruyantes sont signe de colère ou de contestation (les *cacerolazos* ou « concert de casseroles »); les processions silencieuses ou marches blanches, organisées lors de tragédies, témoignent de l'affliction et sont une manière d'interpeller en concentrant l'attention sur l'émotion partagée (Godin, 2014), comme lors de la marche du 11 janvier 2015 après les attentats de Charlie Hebdo.

Ainsi, la marche reste le mode de contestation politique prépondérant parmi des formes de manifestation de plus en plus diversifiées, qu'elles soient mobiles (comme les opérations escargots des chauffeurs de taxi, les *cortes de ruta* en Argentine, les barrages de route des gilets jaunes, les vélorutions...) ou plus statiques (tels que les sit-in sur les places type « nuit debout », les chaînes humaines ou les die-in utilisés notamment par Act Up). Par l'occupation physique de l'espace et l'action de marcher, les manifestants cherchent à contrôler les usages réels ou symboliques d'un espace public délimité en usant de l'un des droits les plus élémentaires : la liberté de circuler (Pigenet et Tartakowsky, 2003).

Bibliographie

CANDELA. 2017. « Pour une sociologie politique de la nuit », *Cultures & Conflits*, n° 105-106, p. 7-27.

DEBOUZY, Marianne. 2003. « Les marches de protestation aux États-Unis (XIXe - XXe siècles) », *Le Mouvement Social*, n° 202, n° 1, p. 15-41.

Godin, Christian. 2014. « La marche blanche, un nouveau fait de société », *Cités*, n° 59, p. 169-179.

LACHERET, Arnaud. Politique de la ville et rénovation urbaine. In RAMPNOUX, René. *Radicalités - La ville. Concours commun d'entrée en 1re année d'IEP/Sciences Po*. Paris : Ellipses, 2017.

MOREL, Camille. 2016. *Débat et antagonismes dans l'espace public. Le cas des parcs Lezama et Micaela Bastidas à Buenos Aires*, Theses, Université Paris-Est.

PIGENET, Michel et TARTAKOWSKY, Danielle. 2003. « Les marches en France aux XIXe et XXe siècles : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective », *Le Mouvement Social*, n° 202, n° 1, p. 69-94.

Liens avec autres notices

Appropriation ; convivialité ; espace public ; évènement ; foule ; genre ; itinéraire ; nuit ;
places ; usages

C. Morel